

23 ans après la contamination de leur rivière, les communautés attendent réparation

Dossier de la rédaction de H2o
November 2024

À

Victimes d'un déversement illégal qui a bouleversé leur mode de vie, des communautés afro-colombiennes espèrent trouver des alliés à la COP16 sur la biodiversité.

"Ses eaux ne grondent plus, ne chantent plus, ne pleurent plus. Cette rivière, autrefois si vigoureuse, est aujourd'hui comme morte." C'est ce que répète Silvano Caicedo, leader communautaire d'Anchicaya, à ceux qui lui demandent comment la rivière aux abords de laquelle il s'est établi a changé depuis l'accident de 2001.

Il y a 23 ans, les habitants afro-descendants des rives de l'Anchicaya ont constaté que la rivière semblait plus trouble qu'à l'habitude. De la boue se mêlait à ses eaux. Consternés, ils ont observé le cours d'eau charrier cette fange des mois durant, racontent-ils. En reprenant par la suite leurs activités quotidiennes, qui gravitent autour de cette même rivière, les signes d'une contamination ont commencé à se manifester. Les enfants, après s'être baignés, revenaient avec des problèmes de peau. Ceux qui naviguaient ou pêchaient à même l'Anchicaya depuis des années développaient soudainement des maladies. Ce n'est que plus tard qu'ils ont appris qu'en amont de la rivière, une compagnie hydroélectrique avait ouvert les valves de son barrage pour évacuer les sédiments qui s'étaient accumulés. Au total, 500 000 mètres cubes de boue contaminée se sont déversés dans l'Anchicaya. Les eaux polluées ont provoqué la disparition d'espèces de poissons et de crustacés que les communautés avaient coutume de consommer. Les fortes pluies ont apporté le coup de grâce en faisant sortir l'Anchicaya de son lit. Les champs inondés, à leur tour contaminés, ont cessé de produire les cultures dont dépendaient les habitants de cette région éloignée. Les déplacements ont quant à eux été compliqués par la boue, dans laquelle les embarcations s'enlisent désormais. Les membres des communautés n'ont souvent d'autre choix que de poursuivre leur chemin à pied.

Après avoir entamé un recours collectif, les communautés afro-descendantes touchées par le déversement ont obtenu en 2009 un premier jugement en leur faveur. L'entreprise, qui a fait appel de cette décision, a de nouveau été reconnue coupable. Mais le processus de réparation s'est par la suite embourbé. Dans une autre sentence, la Cour constitutionnelle de Colombie a exigé que le propriétaire de la centrale hydroélectrique, l'entreprise Celsia, se soumette à une série de mesures pour réparer les dommages causés à la rivière. Des 14 actions, qui comprennent notamment le rétablissement d'espèces disparues et l'introduction de nouvelles cultures, aucune n'a été réalisée à grande échelle.

Le reportage de Valérie Boisclair, photo Celsia - Radio-Canada

À

À

